



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 04/02/2026

Reçu en préfecture le 04/02/2026

Publié le

ID : 062-286200027-20260203-2026_04-DE



DÉLIBÉRATION

2026/04

INSTAURATION DU COLLEGE DES REFERENTS DEONTOLOGUES ET LAÏCITE

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 3 Février 2026 à 9 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de M. René HOCQ, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

Etaient présents : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. André GOUDALLE, Maire de WIRWIGNES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental.

- ♦ **Etaient absents ou excusés** : Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Dominique DELECOURT, Délégué du Comité syndical du SIVOM de l'Artois – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Patrice CAMBRAYE, Adjoint au Maire de Calais – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu le code général de la fonction publique, notamment les articles L. 124-2 à L. 124-3 et R. 124-2 à R. 124-23;

Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 modifiée de transformation de la fonction publique ;

Vu la délibération n°2017/43 en date du 14 décembre 2017 portant création de la fonction de référent déontologue ;

Monsieur le Président informe le Conseil d'administration que conformément aux articles L. 124-2 et L. 124-3 du code général de la fonction publique, tout agent public a le droit de consulter un référent déontologue et un référent laïcité, chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des obligations et des principes déontologiques et au respect du principe de laïcité.

Par ailleurs, depuis la délibération du 14 décembre 2017 et en application du code général de la fonction publique, au sein du Centre de Gestion du Pas-de-Calais, les missions de référent déontologue et laïcité sont assurées sous la forme d'un collège.

Composition

Afin de mieux répondre aux besoins et à la technicité de ces missions, la composition et les attributions sont fixées par arrêté du Président.

Le collège se compose de deux agents qui relèvent du Centre de Gestion du Pas-de-Calais. Chacun de ses membres :

- Exerce à la fois les missions de référent déontologue et de référent laïcité ;
- Est désigné par arrêté du Président pour une durée de deux ans, qui ne peut être modifiée qu'avec l'accord exprès de l'intéressé.

Au terme de cette période de 2 ans, il peut être procédé, dans les mêmes conditions, au renouvellement de ses missions.

Tarification

La loi de Transformation de la Fonction Publique a placé les missions de référent déontologue et de référent laïcité parmi les missions obligatoires des Centres de Gestion ainsi que dans le socle commun de compétences auquel ont adhéré des collectivités non affiliées au 1^{er} janvier 2022.

Afin de permettre la signature de conventions avec les collectivités non affiliées, non adhérentes au socle commun qui souhaiteraient bénéficier des services du collège des référents déontologues, la tarification de la mission est de 300€ par saisine du collège, qu'elle émane de la collectivité ou de l'agent.

Aussi, Monsieur le Président demande aux membres du Conseil d'Administration :

- de l'autoriser à prendre les arrêtés de désignation des référents déontologues et laïcité au sein des effectifs du Centre-de-Gestion du Pas de Calais ;
- de l'autoriser, le cas échéant, à signer les conventions relatives à la mission de référent déontologue et laïcité ;
- de l'autoriser, le cas échéant, à encaisser les sommes correspondantes.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

♦ **DECIDE :**

- d'autoriser le Président à prendre les arrêtés de désignation des référents déontologues et laïcité au sein des effectifs du Centre-de-Gestion du Pas-de-Calais ;
- d'autoriser le Président à signer les conventions relatives à la mission de référent déontologue et laïcité
- d'autoriser le Président à encaisser les sommes correspondantes.

Ainsi fait et délibéré en séance,
À BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 3 février 2026

Le Président,

René HOCQ